

PARIS, le 23 novembre 1973

Monsieur ~~l'Ambassadeur~~, le Président de la Délégation Péruvienne

2 notes
reçues, nuls
J. de L.

Le gouvernement de la République française a mis à la disposition du Pérou, des facilités de crédit d'un montant de 135 millions de francs pour l'acquisition de biens d'équipement et de services d'origine française, par le protocole entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Pérou signé le 15 septembre 1972.

Ainsi que vous le savez, les crédits destinés à la Centrale hydro-électrique de HUALLANCA (38 millions de francs), à une installation de train marchand (27,5 millions de francs) et à la mise en place d'une ligne d'étamage électrolytique (35 millions de francs) ne pourront être finalement utilisés pour ces projets.

Afin de permettre l'application effective de l'accord conclu entre les deux gouvernements, et comme suite aux nouvelles négociations qui se sont déroulées à PARIS du 21 au 22 juin 1973, les deux parties sont convenues des dispositions suivantes :

1°/ Objet et montant des crédits.

J. de L.

Des facilités de crédit sont consenties pour financer la fourniture par la France de certains biens d'équipement et de certains services d'origine française, figurant parmi les projets énumérés aux listes annexes I et II ou que les deux parties auront mutuellement agréés par un échange de lettres ultérieur.

Ces facilités de crédit prennent la forme :

- d'une part, de prêts du Trésor Public français au Trésor péruvien à concurrence d'un montant maximum de 45 millions de francs dont 5.250.000 francs amortissables en 15 ans pour le financement du projet repris dans la liste annexe I et 39.750.000 amortissables en 20 ans, pour le financement de certains des projets repris dans la liste annexe II.

Ces prêts portent intérêt sur le montant restant dû au taux de 3,5% par an.

Monsieur ~~l'Ambassadeur~~ le Président de la Délégation
du PEROU en FRANCE.

...

2 notes
reçues, nuls
J. de L.

- d'autre part, de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieure, destinés à financer le solde de la part rapatriable des projets qui n'a pas été couvert par les prêts du Trésor Public Français.

Ces crédits atteindront une durée de 10 ans à compter de la mise en service des ensembles ou des livraisons d'équipement pour les projets figurant dans les listes annexes I et II.

2°/ Mécanisme d'utilisation des crédits.

1. Le financement des opérations visées par le présent échange de lettres est assuré par l'utilisation conjointe du prêt du Trésor français et des crédits privés garantis.

Le montant des droits de tirage sur le prêt gouvernemental est fixé selon chaque cas, entre 20 et 40% du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français passées à des entreprises françaises, comme prévu aux listes annexes I et II.

Ce taux pourra être abaissé pour l'utilisation du solde final des prêts du Trésor.

L'utilisation des prêts du Trésor français est réservée :

- en priorité, au financement des acomptes versés aux fournisseurs,
- pour le solde, et si le présent échange de lettres le prévoit dans les listes annexes, au refinancement des dépenses locales prévues dans les contrats conclus avec le fournisseur français et payables en soles exclusivement.

Les contrats financés par le présent échange de lettres devront être signés avant le 31 décembre 1974.

Les deux gouvernements s'efforceront d'assurer la bonne application du présent échange de lettres.

Il est enfin précisé que le montant global des prêts du Trésor Public, fixé à 45 millions de francs, représente le maximum qu'il est possible d'engager pour l'application du protocole signé le 15 septembre 1972.

En conséquence, le gouvernement français considère que si des entreprises françaises remportent pendant la période couverte par le présent échange de lettres des adjudications qui représentent l'octroi d'un volume de prêts publics supérieur à ce plafond, il ne saurait en résulter ni un engagement de procéder au relèvement du plafond en cause, ni même un préjugé favorable pour procéder à la mise en place des crédits nécessaires, sur l'exercice suivant.

...

Pour l'application du principe susvisé, doit être considéré comme engagé sur le plafond prévu au présent échange de lettres, le montant total des biens et services français afférents aux projets prévus aux listes annexes dont la réalisation a été confiée à une ou plusieurs entreprises françaises de gré à gré ou après une adjudication internationale.

Bien entendu, les autorités françaises ne sauraient refuser par avance de financer tout ou partie d'un projet figurant sur les listes annexes qui ne pourrait pas bénéficier des crédits ouverts par le présent échange de lettres, après leur épuisement. Elles ne prennent à ce sujet aucun engagement mais se réservent aussi une faculté pour des protocoles ultérieurs éventuels.

Le gouvernement péruvien déclare, de son côté, que les listes I et II ont un caractère indicatif et que la réalisation des projets énumérés dépendra de leur qualité technique et de la compétitivité de leurs prix.

2. Le prêt du Trésor Public est affecté dans la limite du plafond prévu au présent échange de lettres, au financement de chaque projet repris dans les listes annexes, au fur et à mesure de la notification du résultat des adjudications aux entreprises françaises intéressées ou de la conclusion des contrats de gré à gré.

Le principe est de respecter cet ordre chronologique, étant entendu que l'imputation définitive est arrêtée d'un commun accord, dans un échange de lettres.

3. Afin de permettre l'utilisation, dans des conditions satisfaisantes, du plafond d'engagement des prêts du Trésor Public français, les autorités intéressées pourront d'un commun accord :

- ajouter des projets à la liste annexée au présent protocole ;
- au cas où les projets proposés pour un financement français dépasseraient le plafond prévu au présent protocole, les deux parties conviendraient d'abaisser la proportion des prêts publics, associés à des crédits privés garantis, au-dessous des taux prévus, après avoir utilisé les disponibilités laissées par des projets mutuellement abandonnés.

Je vous serais obligé de bien vouloir me donner votre accord sur ce qui précède.

Je vous prie d'agréer, Monsieur ~~L'Ambassadeur~~ ^{Le Président},
l'assurance de ma considération distinguée.

J. Néby

*2 v. resp.
reus
y. Néby*

GD

L I S T E I

Financement de projets par un prêt du Trésor amortissable
en 15 ans et des crédits privés garantis.

	! Evaluation du credit! ! total ! (millions de Frs). !	! Prêt du ! Trésor ! en Frs ! %	! Crédit ! privé ! %
A. Opération considérée prioritairement figurant déjà au protocole du 15 septembre 1972			
Matériels de téléenseignement (implementacion del servicio teleducativo Peruano)	17,5	(1) 30% (= 5,25MF)	70%
B. Opérations nouvelles. Autres projets acceptés d'un commun accord	-	-	-
Total maximum des prêts du Trésor (liste I)		5,25 MF	

L I S T E II

Financement de projets par des prêts du Trésor amortissables
en 20 ans et des crédits privés garantis.

A. Opération considérée prioritairement figurant déjà au protocole du 15 septembre 1972			
Installation d'une coulée continue à CHIMBOTE (Colada continua de palanquillas)	10	30% ⁽¹⁾ = 3 MF.	70%
B. Opérations nouvelles.			
- Centrale de Piura (électrificación del departamento de Piura)	41	40% ⁽²⁾ = 16,4 MF	-
- Réseau national de radio/télévision (sistema de teleducacion y radiodifusion nacional)	50	30% ⁽¹⁾ = 15 M.F.	70%
- autres projets acceptés d'un commun accord	-	-	-
Total maximum des prêts du Trésor (liste II - 45 - 5,25)		39,75MF.	

(1) affecté aux acomptes.

(2) possibilité de financer des dépenses locales pour le solde des prêts du Trésor après le règlement d'un acompte minimum de 20% de la part rapatriable.

Handwritten initials: JGW

L I S T E I

Financement de projets par un prêt du Trésor amortissable
en 15 ans et des crédits privés garantis.

	! Evaluation du credit! ! total ! (millions de Frs). !	! Prêt du ! Trésor ! en Frs ! %	! Crédit ! privé ! %
A. Opération considérée prioritairement figurant déjà au protocole du 15 septembre 1972			
Matériels de téléenseignement (implementacion del servicio teleducativo Peruano)	17,5	(1) 30% (= 5,25MF)	70%
B. Opérations nouvelles. Autres projets acceptés d'un commun accord	-	-	-
Total maximum des prêts du Trésor (liste I)		5,25 MF	

L I S T E II

Financement de projets par des prêts du Trésor amortissables
en 20 ans et des crédits privés garantis.

A. Opération considérée prioritairement figurant déjà au protocole du 15 septembre 1972			
Installation d'une coulée continue à CHIMBOTE (Colada continua de palanquillas)	10	30% ⁽¹⁾ = 3 MF.	70%
B. Opérations nouvelles.			
- Centrale de Piura (électrificación del departamento de Piura)	41	40% ⁽²⁾ = 16,4 MF	-
- Réseau national de radio/télévision (sistema de teleducacion y radiodifusion nacional)	50	30% ⁽¹⁾ = 15 M.F.	70%
- autres projets acceptés d'un commun accord	-	-	-
Total maximum des prêts du Trésor (liste II - 45 - 5,25)		39,75MF.	

(1) affecté aux acomptes.

(2) possibilité de financer des dépenses locales pour le solde des prêts du Trésor après le règlement d'un acompte minimum de 20% de la part rapatriable.

Handwritten signature/initials

(TRADUCCION NO OFICIAL)

París, 23 de noviembre, de 1973

Señor Presidente de la Delegación Peruana,

El Gobierno de la República Francesa mediante un Protocolo celebrado el 15 de septiembre de 1972, entre el Gobierno de la República de Francia y el Gobierno de la República del Perú, a puesto a disposición del Perú facilidades de crédito por un monto de 135 millones de francos para adquirir bienes y servicios de origen francés.

Para su conocimiento, los créditos destinados para la Central Hidroeléctrica de HUALLANCA (38 millones de francos), para la instalación de un tren mercantil operativo (27,5 millones de francos) y para una línea de estañado electrolítica (35 millones de francos) finalmente no podrán ser utilizados para este proyecto.

Con el propósito de permitir la efectiva aplicación del acuerdo celebrado entre los dos gobiernos y como consecuencia de las nuevas negociaciones que se llevaron a cabo en PARIS el 21 y 22 de junio de 1973, las dos Partes han acordado las siguientes disposiciones:

1. Objeto y Monto de los Créditos.

Se otorgan facilidades de crédito para financiar el suministro, por parte de Francia, de ciertos bienes de equipamiento y servicios de origen francés que figuran entre los proyectos enumerados en los anexos I y II o que ambas Partes puedan acordar por mutuo acuerdo mediante un ulterior intercambio de notas.

Dichas facilidades de crédito son las siguientes:

- de una parte, préstamos del Tesoro Público francés al Tesoro peruano por un monto máximo de 45 millones de francos, de los cuales 5.250,000 francos, amortizables en 15 años, son para financiar el proyecto descrito en el anexo I y 39.750,000 francos, amortizables en 20 años, para financiar ciertos proyectos descritos en el anexo II.

Dichos prestamos acumularán intereses sobre el monto pendiente a una tasa del 3,5% por año.

Señor Presidente
de la Delegación del Perú
=====

.../

- de otra parte, créditos privados garantizados por la *Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur*, destinados a financiar el saldo de la parte repatriable de los proyectos que no han sido cubiertos por los préstamos del Tesoro Público Francés.

Dichos créditos, tendrán una duración de 10 años a partir del funcionamiento de las unidades o de la entrega de los equipos para los proyectos que figuran en los anexos I y II.

2. Mecanismo de aplicación de los Créditos.

1. La financiación de las operaciones previstas por el presente intercambio de notas se llevará a cabo mediante la aplicación conjunta del préstamo del Tesoro Francés y de los créditos privados garantizados.

El monto de los giros a efectuarse sobre el préstamo gubernamental se fijará de acuerdo a cada caso, entre el 20 y 40% del monto repatriable en Francia de los pedidos de bienes y servicios franceses efectuados a las empresas francesas, conforme con lo previsto en los anexos I y II.

Dicha tasa podrá disminuir mediante la aplicación del saldo final de los préstamos del Tesoro.

La aplicación de los préstamos del Tesoro francés se reservan para:

- de preferencia, financiar pagos a las cuentas depositadas a los proveedores,
- el saldo, y si previsto en los anexos del presente intercambio de notas, para refinanciar los gastos locales previstos dentro de los contratos celebrados con los proveedores franceses y pagaderos en soles exclusivamente.

Los contratos financiados por el presente intercambio de notas se deberán firmar antes del 31 de diciembre de 1974.

Ambos gobiernos deberán esforzarse para asegurar la buena aplicación del presente intercambio de notas.

Por último se especifica que el monto global de los préstamos del Tesoro Público, que ha sido fijado en 45 millones de francos, representa lo máximo que es posible comprometer en la aplicación del protocolo firmado el 15 de septiembre de 1972.

En consecuencia, el Gobierno francés considera que si las empresas francesa consideran pendiente el período cubierto por el presente intercambio de notas, las adjudicaciones que representan el otorgamiento de un volumen de préstamos públicos superiores al límite permitido, no dará como resultado un compromiso a proceder al relevo del límite en cuestión, ni tampoco un perjuicio favorable por proceder a la colocación de los créditos necesarios, sobre el posterior desempeño.

En la aplicación del principio antes aludido, el monto total de los bienes y servicios franceses que corresponden a los proyectos previstos en los anexos adjuntos, cuya realización a sido confiada a una o a más de una empresa francesa de común acuerdo o después de una adjudicación internacional, se considerará como que ha sido contratado dentro del límite previsto por el presente intercambio de notas.

Desde luego, las autoridades francesa no podrán rehusarse, por adelantado, a financiar todo o parte de un proyecto que figure en los anexos adjuntos que no puedan beneficiar a los créditos abiertos por el presente intercambio de notas, después de haberlos examinado. Estas no estarán sujetas a ningún compromiso, pero se reservan, asimismo, ese derecho para eventuales posteriores protocolos.

El Gobierno del Perú declara, por su lado, que los anexos I y II son de carácter indicativo y que la realización de los proyectos enumerados dependerá de su calidad técnica y de lo competitivo que sean sus precios.

2. El préstamo del Tesoro Público será destinado, dentro del límite del límite previsto por el presente intercambio de notas, a financiar cualquier proyecto previsto en los anexos de acuerdo a la notificación del resultado de las adjudicaciones a las empresas francesa interesadas o de la conclusión de los contratos de mutuo acuerdo.

El principio es el de respetar este orden cronológico, se sobrentiende que la imputación definitiva será resuelta a través de un intercambio de notas por mutuo acuerdo entre las Partes.

3. Con el fin de permitir la aplicación, en condiciones satisfactorias, del límite comprometido de los préstamos del tesoro Publico francés, las autoridades interesadas por mutuo acuerdo, podrán:

- añadir proyectos a los anexos adjuntos al presente protocolo;
- en casos donde los proyectos propuestos a un financiamiento francés sobrepasen el límite previsto por el presente protocolo, ambas Partes acordarán reducir la proporción de los préstamos públicos, asociados a los créditos privados garantizados, por encima de la tasa prevista, después de haber aplicado los fondos disponibles que han dejado los proyectos que ha sido abandonados mutuamente.

Le agradecería confirmar la aprobación de lo antedicho.

Sírvase aceptar, Señor Presidente, la seguridad de mi consideración distinguida.

A N E X O I

Financiación de proyectos mediante un préstamo
del Tesoro amortizables en 15 años
y créditos privados garantizados.

	Evaluación del Total del Crédito (millones de Francos)	Préstamo del Tesoro en Francos %	Crédito privado %
A. Operaciones consideradas prioritarias que figuran en el Protocolo del 15 de septiembre de 1972.			
Material de Telenseñanza	17,5	(1) 30% (= 5,25 MF)	70%
B. Nuevas operaciones Otros proyectos aprobados por común acuerdo.	-	-	-
Total máximo de préstamos del Tesoro (lista I)		5,25 MF	

A N E X O II

Financiación de proyectos mediante un préstamo
del Tesoro amortizables en 20 años
y créditos privados garantizados.

	Evaluación del Total del Crédito (millones de Francos)	Préstamo del Tesoro en Francos %	Crédito privado %
A. Operaciones consideradas prioritarias que figuran en el Protocolo del 15 de septiembre de 1972.			
Instalación de una colada continua en Chimbote.	10	(1) 30% = 3 MF	70%
(Colada continua de palanquillas)			
B. Nuevas Operaciones			
- Central de Piura (electrificación del departamento de Piura)	41	(2) 40% = 16,4 MF	-
- Red Nacional de radio/televisión (sistema de teleducación y radiodifusión nacional)	50	(1) 30% = 15 MF	70%
- otros proyectos aceptados por común acuerdo	-	-	-
Total máximo de préstamos del Tesoro (lista II 45 -5,25)		39,75 MF	

(1) destinado a las cuentas.

(2) posibilidad de financiar gastos locales para liquidar los préstamos del tesoro después del ajuste de una cantidad mínima de 20% de la parte repatriable.